

A PROPOS DE LA CONSTITUTION D'UNE "SOCIOLOGIE ALLEMANDE"¹

Théorie et empirisme dans la détection de l'ennemi du peuple

La sociologie, dit-on, est la seule discipline scientifique "qui - en tant que telle - froissa les nationaux-socialistes". De nos jours, on continue d'affirmer cette opinion. Aussi, les sociologues en Allemagne considèrent-ils la période de 1933 à 1945 comme une "interruption". On souligne que la plupart d'entre eux durent émigrer et que les rares sociologues qui restèrent en Allemagne se retirèrent presque tous dans d'autres disciplines, moins problématiques. Et même là où des scientifiques comme Freyer, Ipsen et Pfeffer se sont engagés, du moins temporairement, en tant que sociologues, pour le national-socialisme, on efface ce fait de la chronique historique de la sociologie. Car, si leur engagement avait été politique, ces sociologues auraient violé le principe intangible de la neutralité, qui dominait la sociologie en 1933. Aujourd'hui encore, on estime qu'il ne pouvait y avoir de sociologie en tant que discipline scientifique durant le Troisième Reich.

Mais, la sociologie, cessa-t-elle vraiment d'exister en Allemagne avec la prise du pouvoir d'Hitler ? Certainement pas. Et il faut différencier cet aspect. Car il ne suffit pas de dire formellement que l'enseignement et la recherche furent maintenus ; dès 1933/34, des positions vacantes furent - en partie- occupées de nouveau par des sociologues ; à la fin des années 30 on créa de nouvelles chaires de sociologie ; au début des années 40, la sociologie fut établie dans les nouvelles Universités du

Reich à Posen et à Strasbourg. On aurait plutôt intérêt à examiner la position intellectuelle prise par la sociologie sous le régime du national-socialisme, dont la dénomination "sociologie allemande" représente à la fois une réorientation et une tradition dans la sociologie germanophone. De même, l'aspect pratique de la "sociologie allemande" mérite-t-il d'être pris en considération, car c'est à travers lui que l'impact social de la sociologie pendant le Troisième Reich est saisissable. L'évolution de la "sociologie allemande" présente deux phases : la première (1933-1936) est liée aux discussions théoriques d'avant 1933 ; la deuxième phase (1936-1945) est caractérisée par une orientation technique spécifique, résultant de l'engagement politique, mais qui n'a su et pu s'imposer que dans le domaine méthodologique.

LA "SOCIOLOGIE ALLEMANDE"

A la suite de la prise du pouvoir des nationaux-socialistes et surtout en raison de la "loi pour la reconstitution de la carrière des fonctionnaires", beaucoup de sociologues durent abandonner en 1933 leurs positions dans les universités allemandes et quitter le pays en raison de la situation politique difficile. Beaucoup d'entre eux pensaient - comme de nombreuses personnes restées en Allemagne - que les infractions des étudiants, de la SA et des forces de police

¹ La traduction de Rammstedt O. Theorie und Empirie des Volksfeindes zur Entwicklung einer "deutschen Soziologie" in LUNDGREEN P. (ed.) Wissenschaft in Dritten Reich. 1985. Frankfurt, Suhrkamp, pp. 253-314 (le lecteur pourra consulter la très importante bibliographie dans cet ouvrage), a été effectuée par le pool de traduction de ITJFR de langues étrangères appliquées (LEA) de l'Université de Strasbourg II.

nationales n'étaient que temporaires ; on espérait revenir bientôt à l'état normal. Si, face au pouvoir de la populace et de l'étatisme martial, beaucoup se retirèrent (provisoirement comme ils le pensaient), une série de sociologues par contre prit rapidement la parole, voyant dans la prise de pouvoir du NSDAP une chance de réorientation de la sociologie. Si l'on mentionne ici des individus comme Boehm, Eschmann, Freyer, Hellpach, Höhn, Ipsen, Jerusalem, Mannhardt, Mühlmann, Rumpf et Weippert, c'est parce que leurs textes, parus dans les années 1933 et 1934, montrent, en dépit d'oppositions apparentes, beaucoup de traits communs quant au jugement porté sur la sociologie. Ces sociologues considèrent les événements de 1933 comme l'épanouissement du peuple allemand. Ils parlent de la "naissance du peuple", de "l'éveil de l'Allemagne" ou de "la naissance du Troisième Reich". Cependant, pour eux, les événements de 1933 ne font pas partie d'une évolution structurale, ni ne sont le résultat d'une révolution socio-politique. D'après Freyer, les événements de 1933 ne doivent pas être perçus comme une "affaire existentielle du peuple allemand, mais comme une percée de son essence dans le temps". Aussi, on ne saurait expliquer cet événement par "des facteurs économiques, politiques ou sociales", on ne peut le concevoir que "de façon mythologique". On décrit le présent continuellement comme une phase de transformation. C'est la raison pour laquelle ces sociologues sont contraints de dire quel stade social est surmonté par la révolution et quel stade nouveau, caractérise le présent. Et en même temps, on esquisse la fonction de la sociologie comme une science agissant sur la réalité. Pour bien comprendre la rapidité avec laquelle cette réorientation de la sociologie s'est produite, il convient de se rappeler qu'avant 1933 la sociologie était tout au plus un "aspect scientifique" enseigné dans les universités qu'une matière réellement institutionnalisée.

1933 : L'HEURE DE LA SOCIOLOGIE

Après 1933, on mettait vivement en valeur tous les aspects scientifiques de la sociologie dont on estimait qu'ils seraient acceptables pour le national-socialisme, conformes à l'idéologie nazie, voire profitables au remaniement social. Ce qui favorisa ces travaux sociologiques c'est que, du côté de l'idéologie fasciste, comme dans les textes publiés par Hitler, Feder, Rosenberg, "la communauté" et "le peuple" occupaient une place centrale. Après 1933, la sociologie estime avoir trouvé grâce aux termes "communauté" et "peuple" un terrain accepté, voire proposé par le régime. En tant que "science de la communauté", elle s'attendait à devenir indispensable. Des revendications scientifiques universelles resurgiront au fur et à mesure que la sociologie prétendra déborder le cadre de la discipline. Ceci paraissait d'autant plus facile, que la référence à "la communauté", l'orientation en direction du "peuple", devinrent dominantes dans beaucoup de disciplines telle la pédagogie, la psychologie, les lettres, la philosophie, l'étude des coutumes populaires, l'économie nationale, les sciences juridiques, les sciences historiques. Cette "sociologisation" interne des sciences humaines renforça la sociologie en tant que discipline scientifique, mais éveilla en même temps un besoin d'institutionnalisation chez les sociologues afin de limiter le danger de débordement. Une grande partie des sociologues voulait croire qu'avec la prise du pouvoir des nationaux-socialistes sonnait "l'heure de la sociologie" ; qu'elle pouvait "devenir, en accord avec l'intelligence et la volonté, la science centrale de toute une période puisqu'elle est déterminée à être la science à son service". Car la sociologie serait la science sur laquelle s'appuieraient "le zèle, le travail, l'espoir de toute une époque". Elle serait "l'expression vivante de son temps, de ses désirs et de ses difficultés".

Si d'un côté on craignait l'absorption de cette nouvelle "sociologie allemande" par d'autres disciplines (seul ce raisonnement explique que, face aux "sciences de l'Etat" et à la "science politique" on insista sur

l'importance de la sauvegarde du mot et de la discipline "sociologie"), d'un autre côté les sociologues allemands semblaient pratiquer la fuite en avant en proposant des termes plus larges pour désigner la "sociologie allemande" : doctrines, théories et sciences ethniques, sociales et communautaires. C'est dans le sens de cette approche large qu'en 1933/34 on demanda que la "sociologie allemande" fit partie des études obligatoires ; cette demande se traduisant à la fois par l'installation envisagée d'un "institut politique" à l'université de Jena et par la réorganisation de la Faculté de politique à Berlin, laquelle, plus tard, fut jointe à la "Faculté des Sciences Étrangères" lors de sa création. La sociologie y était considérée comme une "science fondamentale".

Les propositions de réformes des universités invoquaient la nécessité de cibler toutes les sciences sur "le peuple" et "la communauté" et indiquaient ainsi la fonction politique présumée de la sociologie. Celle-ci est également évoquée par Erich Rothacker lorsqu'il proposa, en 1933, au Ministère de l'intérieur (du Reich) la fondation d'institutions qui serviraient "à une nouvelle théorie de l'État et de la société, à une théorie du peuple, des races et de l'eugénisme". Les sociologues qui, après 1933, avaient gardé leurs postes, étaient conscients de cette transformation d'objectifs. Ce ne fut pas par hasard que l'on traita en premier lieu de la réforme universitaire au congrès des sociologues en 1934 à Jena ; et la sociologie "nouvelle", "la sociologie allemande", insista prétentivement sur son impact scientifique général qui ne "devrait pas se heurter aux problèmes de l'organisation formelle dans le cadre de la réforme universitaire.

Cette attitude prétentieuse de la sociologie lors du congrès de sociologues de 1934 est surprenante lorsqu'on se rappelle les craintes énoncées à propos du développement de la discipline lors des congrès précédents ou lorsque l'on lit "la requête adressée par les universitaires allemands enseignant la sociologie" aux haut-ministères, universités, facultés, services des examens. Alors que les débats

sur la démocratie suscitèrent des conflits majeurs lors du cinquième congrès des sociologues allemands en 1926 à Vienne, et qu'on voulut empêcher lors des congrès de 1929 à Zurich et leur réapparition à Berlin en 1930, il est surprenant de lire au sujet du congrès de 1934 que "tous les exposés étaient d'une rare homogénéité interne, d'autant plus remarquable, que les exposés s'attaquèrent de différentes manières aux questions fondamentales de la sociologie". Bien que l'on puisse dire que seuls les sociologues sympathisant avec les nazis vinrent à Jena en 1934 et prirent la parole, il reste à découvrir les raisons et l'impact de cette fameuse "rare homogénéité interne" dans une discussion théorique qui ne voulait pas se limiter "à l'aspect politique" ; ou, dans un contexte plus large, il faut se demander s'il y avait une évolution indépendante de la sociologie en Allemagne après 1933.

LA SOCIOLOGIE EN TANT QUE SCIENCE PRATIQUE

En fonction de l'identité que ce groupement de sociologues s'était donné, il élabora vite une démarche propre. Déjà le fait de prendre ses distances (répété à plusieurs reprises) par rapport à la sociologie d'avant 1933 y conduisait. Si cette démarche ne se caractérise le plus souvent que par un refus général (ce qui a probablement amené Lepsius, 1933 et 1945, à concevoir la nouvelle orientation entre 1933 et 1945 comme une somme des oppositions) - notons que dans des cas très rares une personne précise est dénoncée - il y a tout de même, derrière ce refus, des traces d'une théorie commune, d'un consensus sur l'approche scientifique et une certitude quant à la mission de la sociologie. Ceci devient plus clair lorsque l'on lit dans le compte rendu conservé par Beyer de la rencontre des sociologues en 1934 à Jena "que la sociologie allemande, en abandonnant les querelles de système peu fructueuses, trouvera une attitude homogène qui assurera sa contribution à l'édification de l'État nouveau et lui conférera le rang prédominant mérité par

rapport aux autres disciplines". Analyser les résultats de ce congrès donnerait en même temps des "informations importantes" sur le statut que l'on envisageait pour la "science entière" ; ainsi, il conviendrait de retenir cette longue citation du compte rendu des débats : *"la science doit prendre du recul par rapport à l'étroitesse intellectuelle qui avait cours jusqu'ici et elle doit prêter davantage attention à certains domaines pratiques tels que le service du travail volontaire et les Allemands à l'étranger, car justement ces domaines-là sont régis par certaines lois caractéristiques de l'essence allemande. Il est particulièrement intéressant de noter le refus catégorique d'une quelconque conception romantique du peuple et de l'Etat. Dans un Etat nouveau, il faut que la science surmonte l'abîme entre l'idéologie scientifique et la réalité afin de trouver un chemin qui ne mène pas à une convention abstraite, purement idéologique, coupée de toute réalité. Ainsi, il convient de structurer la science selon le principe de l'histoire et de la communauté du peuple (intervention de Krieck). Puisque toute existence constitue une unité, il sera possible de surmonter la coexistence et l'opposition entre les sciences exactes et les sciences humaines, cet abîme entre le corps et l'esprit, et ceci grâce aux sciences frontalières telle que la sociologie et la recherche raciale (intervention de Günther). Pour cette raison, il appartient à la science d'examiner et de reformuler ses bases de façon autonome, systématique et dans un esprit nouveau. De même que la période individualiste brisa les anciennes communautés et restructura toutes les formes et institutions d'après le principe de l'individualisme. Un siècle qui désire revenir à la communauté doit également restructurer certaines choses. Il doit mesurer si les formes et idées existantes correspondent toujours à la communauté ou si elles doivent disparaître pour faire place à de nouvelles formes et idées (intervention de Hôhn) "*.

La structuration de la "sociologie allemande" révèle une double fonction : d'un côté on parle de la "sociologie allemande" pour obtenir théoriquement la possibilité d'une "position homogène". Ainsi, le terme de "sociologie allemande" ne renvoie pas à une dénomination formelle des publications sociologiques en allemand ou de celles provenant des membres de la "Société allemande des Sociologues" ; bien au contraire, après 1933, la "sociologie al-

lemande" fut considérée comme étant une évolution spécifique de la sociologie en Allemagne, distancée, après 1848, du reste du domaine. Voilà une thèse formulée par Ipsen que Freyer tenta à plusieurs reprises de prouver. L'indépendance qualitative attribuée à tort à la "sociologie allemande", impliquaient aux yeux des national-socialistes que la réception d'autres théories sociologiques constituait un danger pour la particularité de la "sociologie allemande". Par conséquent, on a non seulement éliminé les sociologues non germaniques, mais aussi les sociologues germanophones récents qui s'étaient référés aux théories "occidentales" de la sociologie.

D'un autre côté, depuis 1933, la "sociologie allemande" se manifeste ouvertement et se prend pour "une véritable contribution de l'esprit allemand à l'histoire de la sociologie". Si elle se détachait consciemment de la "sociologie étrangère", en partie scientifique, historique et morphologique, et, de façon encore plus importante de la sociologie américaine du positivisme, en tant qu'idéal d'une science neutre, matérialiste et universelle", elle travaillait en même temps pour une théorie homogène propre aux sociologues nazis, prônant l'idée vague d'un "esprit allemand". La "sociologie allemande" devait, tout comme les autres sociologies, saisir "la réalité du temps", mais contrairement aux autres était tenue de respecter une norme, ciblée sur une "future forme politique du peuple". Cet aspect normatif, cette orientation politique était, aux yeux des représentants de la sociologie allemande, une caractéristique particulière. Par la prise du pouvoir des national-socialistes, cette sociologie s'est manifestée dans sa fonction pour "un nouvel ordre "völkisch"". Mais, il ne faut pas voir dans l'origine historique de cette sociologie un succédané de l'idéologie fasciste, bien au contraire, elle voulait montrer au régime national-socialiste qu'il pouvait, voire qu'il devait tenir compte de la sociologie dans la "naissance du peuple".

La "sociologie allemande" a eu trois facettes : la recherche de sa propre tradition, la création d'une idéologie ainsi qu'une transposition pratique. De plus, la

"sociologie allemande" se subdivisa en deux phases : la phase de sa constitution (1933-1935/36) et la phase de son existence proprement dite (à partir de 1936/37). L'auto restriction historique aux représentants de "l'esprit allemand" pendant la première phase avait plutôt une fonction institutionnelle et politique que théorique. Elle n'avait pas d'influence majeure sur la sociologie pratique. Pendant la deuxième phase, il semble que la formation d'un consensus sur l'histoire de la "sociologie allemande" soit terminée. La spécificité de ce qui veut se faire pour une tradition est alors si évidente que d'autres traditions peuvent être traitées sans crainte. Cependant, les liens de cette "sociologie allemande" avec sa propre histoire ne sont pas évoqués.

L'APPROCHE THEORIQUE

La théorie de la "sociologie allemande" fut développée par Hans Freyer et Othmar Spann pendant les années qui suivent 1933. Ils prônaient avec insistance la prise du pouvoir des national-socialistes, la qualifiant de "début d'une restructuration engagée de la sociologie en tant que force créative" et insistaient en même temps sur la sauvegarde de leurs idées politiques. D'autres sociologues ont également tenté d'intégrer leurs théories, qui dataient d'avant 1933, dans l'idéologie fasciste - tout particulièrement Wilhelm Andrea, Max Hildebert Boehm, Carl Brinkmann, (Gustaf) ; Adolf Günther, Franz Wilhelm Jerusalem, Johann Plenge, Max Rumpf, Werner Sombart et Andreas Walther - mais soit ils manquaient de réputation scientifique, soit ils ne prenaient pas assez de distance par rapport à la "Société allemande de Sociologie". Pour y réussir Freyer et Spann (malgré des divergences que Andrea avait soulignées pour se mettre en valeur) insistèrent sur une approche globale, qui déjà bien avant 1933, liait de nombreux futurs partisans de la "sociologie allemande". Leur théorie se caractérise surtout par le recul qu'elle prend par rapport aux idées évoquées lors des précédents Congrès de Sociologie. Ils

réclamaient que l'on étudie "l'ensemble social". Un facteur qualitatif spécifique témoignait à leurs yeux de la différence qui existait entre "l'ensemble" et une vue formelle de la société. Peu importe, qu'il s'agisse du "peuple", de la "communauté" ou du "collectif" ; c'était à chaque fois de quelque chose de nouveau et en même temps, relevant d'un ordre social ancien et harmonieux qui était jusqu'ici dominée par une structure capitaliste, et dont il convenait de faciliter le retour. Seuls ceux qui défendent "la naissance du peuple ont saisi les signes du temps" disait-on. Les représentants de la "sociologie allemande" estiment faire partie de ce mouvement. Comme Freyer, ils pensaient que leur tâche consistait à saisir les différents concepts de "l'époque". Ils croyaient avoir percé à jour l'organisation sociale en mouvement, la qualifiant "d'ensemble historique", et ils estimaient avoir pris des engagements moraux envers la constitution de cet ensemble.

L'objet de la sociologie, d'après cette interprétation visant "l'ensemble social", ce sont les organismes sociaux, "formés de vie, forgés de corps et d'esprits humains, de volontés et de destins humains". Cependant, cet "ensemble social" se réfère à la fois à l'histoire et au présent, il est conditionné par ses contradictions inhérentes. Ce n'est pas un ensemble harmonieux, fait de parties égales, mais un ensemble qui provient d'un déséquilibre entre les différentes parties. Ce déséquilibre étant "neutralisé" par la domination du parti au pouvoir, ou alors renforcé compte tenu des structures sociales présentes : "La domination intègre les disparités pour en faire un ensemble". Cependant, selon Spann, la domination, en tant que contrainte interpersonnelle, s'efface devant la domination en tant que valeur lorsqu'elle est soutenue par une force intellectuelle ou éthique ; la première assure l'existence de "l'ensemble", la deuxième pousse la structure sociale vers sa réalisation ; "l'ensemble" est le moyen d'une autonomie intérieure des unités sociales. La participation à cette forme de pouvoir est le but des parties en vertu du but de l'ensemble. Ce sont donc des convictions

que l'on demande. Et ceci concerne tout particulièrement les sociologues, car ils ne sont pas seulement des unités au milieu d'un ensemble social, mais, grâce à l'analyse des événements sociaux, ils constituent une force intervenant dans l'événement social lui-même ! Selon Spann, la sociologie "en tant que science, doit se battre". En tant qu'analyse du présent, il faut qu'elle analyse "les événements historiques, lesquels la caractérisent tout particulièrement" ; le sociologue doit ramener l'analyse sociologique "aux forces séparant et unifiant les hommes", c'est-à-dire à la volonté réelle des hommes réels. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille concevoir la réalité sociale comme la somme d'une série de "règles de conduite", car les forces mises à jour par la sociologie ne sont ni des besoins individuels, ni des intérêts de strates, ni des volontés atomisées ou déterminées à faire éclater l'ensemble social, bien au contraire, ce sont les forces nouvelles, dont le national socialisme est le représentant, qui soutiennent la réalité sociale ; elles constituent "un pôle d'agitation" ; les "forces de volonté" sont à la fois moteur et garant pour que l'ensemble social se trouve. Ainsi, il devient impossible d'interpréter la dynamique sociale selon une causalité mécanique ; le positivisme doit être remplacé par une "science de la structuration et de la finalité" où la téléologie prend la place de la causalité. Ceci changera l'importance de l'empirie pour la sociologie ; la sociologie n'est plus une science d'expérience fondée sur l'empirie, mais c'est l'obligatoire démarche déductive (résultant d'une saisie intuitive de la totalité sociale) qui range l'empirie derrière la taxinomie. Avant 1933, la "sociologie allemande" se situait déjà dans un contexte théorique. Durant les premières années après la prise du pouvoir, on estimait - en croyant que les événements de 1933 avaient radicalement changé la réalité sociale - que la sociologie elle-même aurait changé et avec elle l'attitude face à la connaissance. Les représentants de la "sociologie allemande" se hâtèrent d'analyser (en fonction de cette fiction) quels facteurs encouragent ou découragent la "naissance du peuple". Compte tenu du changement de situation depuis 1933 et en

fonction de l'émergence de termes tels que "communauté" ou "peuple", la "sociologie allemande" estima qu'elle devait pratiquer une sorte de démarche "caractérisée par un but politique clairement ciblé". Ici, la "sociologie allemande" chercha nettement à se distinguer des théories sociologiques des années' vingt. Si l'accent mis sur la "naissance du peuple" ou sur "la pensée communautaire réaliste" était cousu de fil blanc et qu'on pouvait le mettre en question, comme l'ont fait Sombart et Maus, le refus de la neutralité, de la séparation néo-kantienne entre l'être et le devoir, créa un abîme insurmontable, déjà pressenti lors du Congrès Sociologique de Vienne. C'est la raison pour laquelle la critique du postulat de la neutralité des valeurs se trouva au centre de la discussion; si - avant 1933 l'idée d'une science neutre n'était que simple question, elle devenait, après 1933, une source de fautes commises par la sociologie. Lorsque, avec Pfeffer, la sociologie en fonction de sa dite neutralité, prenait l'allure d'une doctrine guerrière de la société bourgeoise contre le peuple, cette remarque ne se distinguait nullement des propos tenus par d'autres représentants de la "sociologie allemande"

LA TACHE TACTIQUE DE LA SOCIOLOGIE

Mais ce n'est pas à travers de nombreuses discussions scientifiques que l'on aboutissait à des positions communes au sujet de la jeune "sociologie allemande" ; on semble plutôt avoir évité la confrontation interne et il n'y eut presque jamais de critique de l'extérieur. S'il y avait consensus, il résultait avant tout de la politisation de la sociologie. S'ajoutait au dépassement de la société capitaliste et bourgeoise, véritable objectif de la sociologie "en crise", objectif spécifique à la "sociologie allemande" : elle devait contribuer au remplacement de la "société" par le "peuple", elle devait tâcher de promouvoir la "naissance du peuple", c'est-à-dire inciter le peuple à s'unifier en "travaillant consciemment le problème de son organisation sociale", en le sensibilisant à une "politique sociale constructive". Cette

fonction politico-pratique est présentée comme une partie de la théorie. Elle conditionne l'engagement politique des scientifiques - selon Max Weber il s'agirait d'une éthique d'opinion - et l'orientation pratique. D'une part il était question de faire des propositions concernant le changement des structures et l'amélioration de la politique sociale, dérivées théoriquement de l'extrapolation "du contenu volontaire du présent", "l'avenir est inhérent au présent". D'autre part, il s'agissait de répondre de façon empirique aux questions politiques qui tournaient autour du problème relatif à l'enseignement et à la structuration de la "communauté du peuple", problème subdivisé en quatre parties que la sociologie devait étudier, soit :

1. "Les structures populaires, ayant survécu à l'industrialisation et servant de base au processus moderne de la reconstitution du peuple".
2. Ces caractéristiques de la nouveauté dans les "corps réels, contenant la future naissance du peuple en tant que vie pleine" - dans ce cas précis, il s'agit des associations "communautaires et de camaraderie".
3. "Les possibilités et approches offertes par la société relatives au processus de constitution politique" ; à l'inverse les parties concernées ainsi que la place occupée par la "naissance du peuple".
4. De quelle ampleur et pour combien de temps, les forces sociales (à déterminer) s'opposent-elles à la constitution de la communauté du peuple. En d'autres termes, où est l'ennemi ?

Si, jusqu'en 1933, on chercha à établir le concept théorique de la "sociologie allemande", sa mise en application commença visiblement après 1933. Pendant cette phase de bouleversement, dominée par "la naissance du peuple", on saisit l'occasion de résoudre des problèmes politico-économiques ainsi que scientifiques et empiriques. Bien que l'on ait dissout, en 1933, "l'institut pour la recherche sociale" ("Institut für Sozialforschung") situé à

Francfort, que l'on ait enlevé à Leopold von Wiese "l'institut de recherche pour les sciences sociales" ("Forschungsinstitut für Sozialwissenschaften") situé à Cologne pour le transformer (en 1935) en "centre de recherche destinée au socialisme allemand" ("Forschungsstätte für Deutschen Sozialismus") dirigé par Wilhelm Börgers, que les sociologues émigrés aient laissé de nombreux instituts de sociologie abandonnés, de nouveaux lieux de recherche sociologique furent créés après 1933. Ces derniers allaient souvent de pair avec l'attribution de chaires d'université. Mis à part "l'institut de recherche scientifique relative aux populations" ("Bevölkerungswissenschaftliches Institut") dirigé par Ipsen ainsi que la "maison pour la recherche raciale, la biologie des peuples et la sociologie régionale" ("Anstalt für Rassenkunde, Völkerbiologie und ländliche Soziologie") située à Berlin et dirigée par Hans F.K. Günther, il importe d'attirer tout particulièrement l'attention sur des institutions remarquables telle que "l'institut allemand pour la recherche et la formation technique national-socialiste du travail" ("Deutsches Institut für Nationalsozialistische Technische Arbeitsforschung und -schulung") sous la direction de Karl Arnholds ainsi que "l'institut des états sociaux" ("Institut für Ständewesen") à Düsseldorf (Président : Klein, Directeur Scientifique : Paul Karrenbrock, Président du Conseil d'Administration : Fritz Thyssen) auquel Walter Andrea participa. Il convient aussi de parler de certaines fondations exotiques du genre "Institut pour la recherche des frontières politico-historiques" ("Institut für historisch-politische Grenzlandkunde") à Lauenburg/Poméranie sous la direction de Friedrich Schinkel ou "le Centre de recherche de la culture allemande outre-atlantique" ("Forschungsstelle für das Überseedeschtum") à Hambourg. Lors de la constitution de ces instituts de recherche sociale empirique, des avis divergents surgirent. Cependant, il devint de plus en plus clair que la liaison avec les instances national-socialistes (qui au départ, avaient contribué à ce que la sociologie jouisse d'un crédit considérable par rapport aux sciences institutionnalisées) prenait des allures exclusives : la "sociologie

allemande" ne pouvait s'affirmer qu'en se livrant entièrement au régime national-socialiste. Son champ d'action se limitait aussi à ce que Freyer dénomma "la science appliquée".

LA SOCIOLOGIE EN TANT QUE SCIENCE APPLIQUEE (1936-1945)

Au plus tard à partir de 1935/36, "l'élan" de la phase initiale sembla être tellement épuisé, que le système national-socialiste visa essentiellement la sauvegarde de ses acquis. Le terme de "mouvement" incarnait désormais l'opposition. Le régime n'avait plus besoin d'aide étrangère pour assurer "la naissance du peuple", et là où la science semblait pouvoir servir à quelque chose, il en fit un instrument. A plusieurs reprises, Hans Freyer avait insisté sur le fait qu'une sociologie appliquée, à savoir "une technique sociale fondée sur une sociologie théorique", présuppose "pendant une certaine période, un "ensemble stable". *"Ainsi, il est possible", selon Freyer, "d'opérer certains changements précis en se fondant sur des constatations sociologiques : l'arbitrage, l'élimination partielle de forces oppositionnelles. A ce moment là, tout ira bien. La reconnaissance de cette norme permettra de maintenir et d'améliorer l'ordre comme prévu"*. Apparemment, Freyer connaissait les problèmes l'utilisation de la sociologie comme science appliquée. Mais en tant que protagoniste de la "naissance du peuple", il ne pouvait plus servir le régime national-socialiste. Comme Ipsen et Rothacker, on le soupçonna même en tant qu'éditeur des "nouvelles recherches allemandes" ("Neue Deutsche Forschungen"), de "participer aux complots". Un soupçon qui semble venu de l'entourage social de Leipzig et qui fut renforcé par la collaboration avec Boehm et Rumpf. Pourtant, Freyer ne fut pas le seul que l'on jeta comme l'écorce d'une orange pressée. D'autres sociologues se trouvèrent dans le même cas : Werner Sombart, Othmar Spann, Johann Plenge, Max Rumpf, Max Hildebert Boehm, Hans F.K. Günther, Wilhelm Andreae et Carl Brinkmann. La politique scientifique des national-socialistes n'avait plus recours à eux pour pro-

mouvoir la "sociologie allemande". Et quant à Leopold von Wiese pas d'exception non plus, on crut pouvoir se passer de lui en remplaçant ce représentant de réputation internationale par un jeune homme fidèle à la ligne politique du parti. Par conséquent, les sociologues, devenus marginaux, jouirent de plus de liberté et se mirent à critiquer la "sociologie allemande". Toutefois, cette opposition se limita aux constatations critiques consistant à dénoncer la "stagnation" de la théorie sociologique ; il n'y eut point de discussion théorique ; la revendication implicite ne suscita aucune réaction, ce qui (il faut bien l'admettre) ne fut guère étonnant compte tenu de la restructuration du corps enseignant des sociologues. Les hommes renvoyés appartenaient à la génération plus ancienne, c'est-à-dire aux années 1855-1887. Beaucoup d'entre eux, estimaient maintenant que le mépris porté à leur égard se référait à la sociologie entière ; aussi changèrent-ils de direction : l'anthropologie (von Wiese, Sombart), la science de la population (Günther, Mannhardt), l'économie politique (Vleugels, Brinkmann), la philosophie politique (Freyer, Jerusalem) ou "l'éthnologie allemande" (Boehm, Rumpf) les intéressèrent. Dire qu'il s'agissait de refuges ou de niches dans lesquels les sociologues en question pouvaient survivre au national-socialisme, serait faux. Affirmer que cette orientation prouve une sorte "d'émigration intérieure" du groupe (et ainsi de toute la sociologie), fausse souvent les choses. Car ces "niches" étaient depuis 1933/34 des domaines de cette "sociologie allemande", se qualifiant elle-même de "pratique". La confusion entre la théorie et l'empirie ainsi que la réorientation de ses fonctions, changèrent l'image de la sociologie "face à son devoir consistant à réaliser ses idéaux, à être parfaitement consciente de ses conditions et à repousser toutes les fictions d'une réalité surmontée". La sociologie avait deux autres facettes : d'une part l'exploration des "structures et pouvoirs profonds" du social. Il s'agit alors de travaux anthropologiques et raciaux. Au centre de ces derniers se trouva le problème du choix du Führer ("Führerauslese") et de la langue, tout comme les publications au sujet "des structures intemporelles et des

ordres inviolables de la communauté". D'autre part, cet engagement pris en faveur de la "naissance du peuple" : ainsi, la sociologie visa la diminution des contradictions entre le but politique envisagé et ses effets réels. Pour ce faire, elle fournit - en tant que science du réel - des données susceptibles d'être utilisées par les hommes politiques. Cette différenciation entre d'un côté la recherche de la nature de "la volonté" et de l'autre côté, la recherche d'une façon d'imposer cette "volonté", ne se divisait pas comme Simmel l'aurait fait en "sociologie générale", "sociologie pure" et "sociologie philosophique". Von Wiese, Vierkant, Sombart et Karl Mannheim en avaient fait des parties intégrantes de la sociologie dans les années vingt. Lorsque la "sociologie allemande" parla du "peuple en formation" ("Volk im Werden"), elle dépassa les limites de la sociologie scientifique. Que ce soit en tant que recherche d'implémentation, la "sociologie allemande" parvint toujours à dégager de son engagement politique et de son objectif "tactique" sa légitimation scientifique. Ainsi, la discussion théorique devint inutile, voire considérée comme étant "dégénérée". La théorie en tant qu'auto-réflexion sur le domaine fut dépassée après 1935/36. Désormais, la nouvelle "sociologie allemande" ne voulait plus être une forme de la sociologie, mais quelque chose de tout à fait différent. Elle n'aurait rien à voir avec la sociologie "ancienne" ; elle aurait "d'autres objectifs, d'autres moyens, d'autres conditions que l'ancienne sociologie". Les fondateurs de la "sociologie allemande" appartenaient de plus en plus à cette "ancienne sociologie". Dans ce contexte, Andreas Walther chercha à désarmer ses "jeunes compagnons d'armes sociologiques" en affirmant qu'ils jouaient le rôle d'un "occupant" et que leur ignorance les amenait à dire des "choses désagréables" au sujet de leurs anciens collègues. Walther faisait allusion à l'abîme entre les deux courants, mais ce dernier était déjà plus profond qu'il ne voulait le croire. Car ces "compagnons d'armes sociologiques", cette jeune génération voyait sa tâche dans le "renouvellement du peuple allemand par le national-socialisme".

LA SOCIOLOGIE : UNE "ARME"

Il n'était plus question de la "naissance du peuple", mais de la "structuration totale du peuple". La "sociologie allemande" ne s'orientait plus d'après la politique, mais elle se voyait elle-même comme une "arme" du régime national-socialiste. Ainsi, il n'y avait plus de distance entre la théorie sociologique et l'idéologie fasciste. Pfeffer raisonne de façon très conséquente lorsqu'il constate qu'il n'appartient pas "à la sociologie allemande d'interpréter les acquis national-socialistes ou de les mettre en question. Elle ne peut qu'accepter cette idéologie, voire s'y soumettre". C'est ainsi, que la théorie de la "sociologie allemande" cessa d'exister, mais absolument pas la "sociologie allemande" elle-même. A la fin des années 30, elle croyait pouvoir tenter un nouveau commencement car comme en 1933/34, on voyait avec raison la sociologie discréditée. Un nouveau départ fut tenté par la "sociologie allemande", sous la forme d'une technologie sociale.

Quant à la tendance historico-philosophique des débuts de la "sociologie allemande", de Freyer, Spann, Boehm et Plenge, elle fut démentie par le renvoi aux axiomes anthropologiques. Le nouveau point de départ fut désormais "la société d'hygiène raciale" ("rassenhygienische Gesellschaft") (Mühlmann) et par conséquent, la question de l'existence en tant que sens premier accordé à la vie du peuple. La "sociologie allemande" devint fanatique et militante.

"Ce n'est guère sans peine que les peuples sains se creusent l'esprit au sujet de la justification de leur existence. Ils se défendent par les armes, et non par les mots ou les théories. Leur ordre intérieur est lié à l'histoire. Ils n'ont pas recours aux conseils d'une sociologie renfermée sur elle-même. Le peuple n'est pas à penser, mais le peuple grandit et se défend. Cependant, un peuple menacé, se sert de toutes les armes - même des armes intellectuelles. Dans la sécurité tranquille d'un monde natal, la foi en dieu continue à vivre au fil des années - sans qu'il faille la justifier devant les enfants ou

les voisins. Mais si une religion cherche à s'imposer face aux forces hostiles, si son existence extérieure et intérieure est menacée, elle se défendra alors avec les armes efficaces de sa théologie intellectuelle. La théologie n'est pas à l'origine de la religion, mais elle protège sa pureté devant les hérétiques, elle proclame la vérité devant les athées, et elle montre aux païens sa grandeur". (Pfeffer)

Si la "sociologie allemande" se livrait au national-socialisme, c'est que la vérité était remplacée par la foi. Comme la théologie, la sociologie devrait "s'occuper de la sauvegarde inconditionnelle de la spécificité nationale, de la proclamation de la vérité face aux adversaires, et de la clarification de l'essence nationale lors de la rencontre avec d'autres peuples" (Pfeffer). Mais si la religion renvoie à l'eschatologie, si la vision du monde se prononce sur la "post-histoire", la sociologie, elle, devait s'abstenir de toute spéculation historique ou philosophique. En fait partie toute sorte de pronostics, l'intégration de l'avenir dans la science du présent (Freyer) en fait également partie. Car, ce qui importe à la sociologie, ce n'est pas de savoir si les pronostics sont scientifiquement justifiables ou pas, s'ils sont vrais ou faux ; ce qui compte pour elle, c'est le fait de savoir si les pronostics s'intègrent dans l'idéologie national-socialiste ; s'ils arrivent à se justifier devant le régime. Car, selon Karl Heiz Pfeffer, la sociologie "n'est vraie que si elle exprime l'essence nationale, si elle est l'arme d'un peuple combattant".

La "sociologie allemande" devait assumer trois tâches, provenant de cette constellation ami/ennemi. La question de "l'ennemi du peuple" ne consiste plus à identifier les facteurs (d'ordre social ou structurel) inhibant la "naissance du peuple" ; ce qui importe désormais, c'est la menace fondamentale que subit "le peuple allemand" du fait de l'existence de différences politiques, sociales et "raciales". Quant à un Etat autre, une structure sociale autre, un peuple autre, une "race" autre - la lutte pour l'existence transformait les concurrents en ennemis. Il ne pouvait y avoir qu'un seul gagnant. "La sociologie allemande", l'arme

du "peuple combattant", estima à tort pouvoir jouer le rôle d'une théologie national-socialiste : elle devait sauvegarder la pureté de l'idéologie et contribuer à ce que l'ennemi intérieur et extérieur soit arrêté. La "sociologie allemande" en tant qu'expression contemporaine du peuple, voire de la sociologie germanique, est maintenant liée à la "révolution national-socialiste" : elle implique la "constatation" d'une "prise de conscience du peuple menacé". L'établissement du national-socialisme aurait transformé cette prise de conscience en "conscience de sa propre essence". Ainsi, la sociologie allemande incarnerait "la conscience d'un peuple combattant"; elle aurait réalisé la théorie du peuple et de la communauté, représentant depuis toujours la "conscience du peuple allemand". En 1934, Freyer considéra le fait que la nouvelle réalité sociale ne soit pas encore "saisie intellectuellement" par la population comme un manque, voire un danger. De plus, il vit un nouveau champ d'action pour la sociologie, consistant à renforcer, approfondir et normer "une conscience définitive de la nouvelle réalité". Il crut que la "sociologie allemande", après avoir "accompli cette tâche", parviendrait à devenir non seulement "le savoir de l'époque", mais aussi sa "conscience". Pfeffer par contre, estima en 1939, que la "sociologie allemande" aurait depuis toujours représentée "la conscience morale du peuple allemand", voire sa "conscience" tout court. Il nia toute distance scientifique et remplaça la réalité sociale par l'idéologie.

L'IMAGE DE L'ENNEMI MODIFIEE

Le deuxième domaine du ressort de la "sociologie allemande" fut lui aussi modifié. En soulevant le problème de l'ennemi, Freyer avait exigé de ses collègues de la "sociologie allemande" qu'ils continuent à examiner les antagonismes sociaux, les structures "vacillantes" de la société capitaliste ainsi que les "éléments de conscience" qui la soutiennent. Leur tâche était d'analyser les entraves à la "naissance du peuple" à partir de l'objectif politique fixé au "vouloir" des sociologues. Les ré-

sultats acquis ne pouvaient "rester sans incidence sur la pratique politique". En revanche, "la naissance du peuple" à la fin des années 30 est un chapitre clos pour le sociologue ; l'objectif politique fixé au "vouloir" des sociologues n'était plus que prétexte : cet objectif était considéré comme atteint par la soumission à l'idéologie fasciste; la sociologie croyait pouvoir être politique en se laissant transformer en instrument du régime fasciste. Il est possible de dégager la signification du terme "ennemi" à partir d'un texte, dans lequel Andreas Pfenning résume "l'utilité et la nécessité de la sociologie... pour la politique d'un régime autoritaire et d'un ensemble race-peuple" :

1. *De manière très générale, l'approche sociologique est indispensable à la théorie politique. Toute forme d'idéologie politique prédominante doit s'attendre à être attaquée par des moyens sociologiques, comme cela a été démontré à propos de l'analyse de la méthode marxiste. Il est nécessaire de connaître ces armes pour assurer la sauvegarde intellectuelle de ses propres positions. On ne doit pas laisser détruire ses propres opinions par la sociologie sans se défendre. L'opposant doit (et peut) être battu avec ses propres armes : la sociologie particulariste doit être surmontée par une sociologie biologique. Le développement de cette dernière est une exigence impérieuse dans le cadre de la discussion politico-intellectuelle de notre époque...*
2. *La psychologie politique nécessite plus que toute autre la connaissance et la prise en considération de données sociologiques. Elle doit être, en grande partie, psychologie sociale. La psychologie politique doit prendre en compte les instincts propres des groupes et formations sociales, leur mode de réaction propre, leur contenu traditionnel et particulier, leur intérêt objectif. A long terme, ni la politique intérieure ni la propagande ne peuvent passer à côté de telles réalités sociologiques. Leur connaissance est nécessaire aux deux.*
3. *A l'intérieur d'une société fortement différenciée, comme l'est la société moderne, on ne peut à long terme maintenir globalement*

l'ordre assuré par un pouvoir ferme et unifié que si ce pouvoir dispose d'un service de sécurité complètement indépendant des différents secteurs économiques et idéologiques de l'ensemble. Sans connaissance profonde et sans prise en considération des facteurs sociologiques, la sécurité au sein de l'Etat ne peut être garantie qu'au prix d'une méthode brutale et violente, et ce uniquement jusqu'à la révolution suivante! En revanche, le discernement et l'intelligence politique requièrent des organes de sécurité qu'ils sachent prendre en compte les facteurs sociologiques donnés. Pour un ordre d'ensemble, une sociologie de la sécurité ou une sociologie policière devient une nécessité inéluctable. Elle aurait à centrer sa réflexion sur l'importance des groupes sociaux pour la stabilité de l'ordre politique.

4. *La science militaire moderne nous a démontré que la propagande et la déstabilisation intérieure de l'ennemi sont des facteurs décisifs du "Potentiel de guerre". Ainsi, il est nécessaire de bien connaître sa propre vulnérabilité sociologique, tout comme il est important de passer en revue celle de l'ennemi. La tactique et les possibilités de déstabilisation sont en grande partie liées à la connaissance de la structure sociologique. Ceci est à la fois vrai pour l'attaque et pour la défense. Une sociologie comparée du point de vue de la science militaire pourrait, le cas échéant, être déterminante dans la pratique. Une telle sociologie militaire, qui examine la structure sociologique du point de vue de son importance pour la force militaire, que ce soit celle du propre peuple ou d'autres peuples (amicaux ou opposants) représentera un complément pour la sociologie de la sécurité. Cependant, ces deux aspects ne seraient que des aspects particuliers de la sociologie intégrale".*

On le constate : la question de l'ennemi est - avant le début de la deuxième guerre mondiale - une question militante. La sociologie, en plus de la militarisation, sert à protéger le régime national-socialiste et s'offre à lui comme une "arme de la pensée" (Pfeffer).

DOMAINES DE LA "SOCIOLOGIE ALLEMANDE"

L'inventaire qu'a réalisé Pfenning n'est pas complet, car il ne montre pas dans quels domaines des travaux sociologiques ont été conduits à l'époque du Troisième Reich. Mais, il attire l'attention sur des domaines, sur lesquels la "sociologie allemande" avait déjà fait valoir ses droits à la fin des années 30, puisqu'on y avait effectué un travail sociologique depuis des années déjà ; ceci en délimitant des domaines qui étaient occupés par la sociologie à la fin des années trente ; dans cette catégorie entrent par exemple la recherche régionale, la recherche sur la spécificité sociologique de l'espace, l'ethnologie, l'anthropologie, la démographie et la "science de l'étranger". Dans ces domaines, l'influence sociologique avait commencé de manière méthodique, le plus souvent dès les années vingt. Cette influence fut renforcée à partir de 1933/34, lorsque l'orientation vers "la communauté nationale" - tant attendue par la science - fut réalisée à de nombreux égards par la sociologisation. Dans d'autres domaines, cette orientation ne fut certes rien d'autre qu'un changement superficiel d'étiquette - ainsi des travaux à orientation sociologique en droit, littérature ou histoire demeurèrent exotiques, ceci étant probablement également dû au fait que les attentes vis-à-vis du régime furent réalisées ailleurs. Par contre, la sociologisation provoqua des changements paradigmatiques dans les domaines antérieurement mentionnés, avant tout parce que la théorie sociologique se déplaça vers des domaines où elle pouvait être sûre de susciter l'intérêt : entre autres, la science des populations (Ipsen), l'anthropologie (Gehlen), ainsi que la science de l'étranger (Pfeffer) ou l'ethnologie (Mühlmann).

Le changement au sein de la sociologie de 1935/36 se fit sentir dans ces domaines : en ce qui concerne les recherches scientifiques, des travaux à usage militant portant sur l'image de l'ennemi passèrent au premier plan; ainsi on prit en compte les structures sociales des états riverains ainsi que les possibilités d'épanouissement de la

"germanicité" à l'étranger. De la sorte, les domaines classiques de la recherche sociologique, déjà orientés vers la pratique, furent mis au même rang que ceux mentionnés par Pfenning.

Cependant, la liste que Pfenning avait établie renvoie encore à un autre aspect important pour le développement de la "sociologie allemande" : Freyer avait qualifié la "sociologie allemande" de science pratique ; la structure qui allait s'en dégager résultait de l'engagement général de l'activité scientifique au bénéfice du "vouloir politique de l'époque présente". Seule une différenciation fonctionnelle semblait être possible. Une interdépendance immanente avec l'approche globale sur le plan théorique demeurait la condition préalable, puisque cette approche était considérée comme la clef de la méthode et de la forme du développement de la pensée, sur laquelle se fondaient des comparaisons de théories sur le plan de l'idéologie critique. Dans la deuxième moitié des années trente, selon la "sociologie allemande", le peuple devenait une entité de par sa nature. Même le terme de race, que Freyer avait encore utilisé de manière prudente dans tous ses écrits après 1933 et dont Sombart s'était moqué en le qualifiant de phénomène sociologique, ce terme de race semblait maintenant être devenu une évidence sociologique. Sous cet angle, il est à la fois possible d'expliquer les abus de l'anthropologie ainsi que l'interprétation de la réalité sociale au moyen de la "communauté de sang" et son évaluation par l'"eugénisme".

En s'appuyant sur cet ensemble "naturel" et racial que l'on appelait peuple, la "sociologie allemande" croyait avoir radicalement modifié sa démarche scientifique. Aussi, la problématique changeait-elle d'orientation : des groupes sociaux et des problèmes sociaux n'étaient intéressants que par rapport à leur signification pour l'ensemble peuple politique et, "l'aspect de cette sociologie d'intégralité, future et nécessaire, passera de l'élite politique, représentant l'ensemble, aux groupes sociaux". Orientation vers le peuple signifiait donc de plus en plus orientation

donnée par l'élite politique : "le peuple" devint l'idée de l'idéologie national-socialiste ; il était considéré comme étant la préoccupation principale du régime. Ainsi, la sociologie militaire et la sociologie de la sécurité abordent le même problème. La liste établie par Pfenning s'avère exacte uniquement lorsqu'on analyse le rapport présumé ami-ennemi du point de vue du régime fasciste. En effet, les domaines cités ne sont pas réunis par une théorie de la "sociologie allemande" reconnue ; leurs points communs se trouvent dans l'orientation politique. Celle-ci comprend l'accomplissement de ce que le régime exige, à savoir la communication d'informations sociales. A partir de 1933, la demande était devenue tellement importante que Karl Heinz Pfeffer pouvait affirmer en 1939 : *"les possibilités de travail sont si nombreuses que les tâches quotidiennes exigent des efforts considérables. A l'heure actuelle, la sociologie allemande n'a pas le temps de prodiguer une bonne formation systématique, elle n'a même pas le temps de se démarquer des sociologues du passé. La sociologie actuelle, en Allemagne, ne vit pas dans une époque de formation du système, mais dans une époque où le travail sur des domaines ponctuels est très répandu"*.

L'INSTITUTIONNALISATION

En même temps que la "sociologie allemande" était passée de la pratique scientifique à la science "appliquée", son aspect s'était transformé. La sociologie quitta l'Université pour s'orienter vers l'extérieur, car elle était au "service de la recherche exacte à orientation politique". Si son profil dans le domaine de la "systématique des sciences" vacillait, son importance institutionnelle dans les universités, par contre, augmenta. Ceci se concrétisa par la mise en place d'instituts à mission précise, ce qui était le plus apparent dans l'orientation des instituts sociologiques au sein des Universités dites frontalières (comme Königsberg, Prague, Vienne, Posen, Strasbourg) qui étudiaient les territoires avoisinants d'un point de vue sociologique.

Les instituts au sein des Universités remplacèrent en partie les séminaires, soit parce que ces institutions furent dissoutes, soit parce que l'on avait mis en place des instituts pour de nouveaux professeurs titulaires d'une chaire. Des instituts furent en partie créés dans les Universités pour des activités d'origine politique différente. L'accord des ministères des Sciences ou de l'Education des Lander était certes nécessaire, mais cet accord était d'ordre formel, puisqu'il s'adaptait aux intérêts des autres ministères ou départements de l'appareil du parti. Comme les résultats des recherches n'étaient que très rarement publiés, et les rapports d'activités très courts - dans les rares cas où le public y avait accès -, on peut supposer que les recherches poursuivies furent principalement des missions secrètes. Si les résultats des recherches n'avaient pas de répercussions sur la sociologie, les méthodes, par contre, en avaient. Avec l'augmentation du nombre des instituts, on peut constater un intérêt croissant pour la sociologie empirique pratiquée à l'étranger. La référence faite par Pfenning à la "rural society" peut être considérée comme un avertissement, le rapport d'Elisabeth Noelle à propos des sondages à grande échelle effectués par Gallup comme un exemple. La nouvelle méthode de sondages d'opinion fut ici proposée comme moyen de propagande, puisque la propagande aurait les "meilleurs résultats", et ceci grâce au recours à "un système fiable de sondages auprès d'un nombre de personnes très important". Cette hypothèse peut également être étayée par un autre exemple : l'accueil réservé par la sociologie industrielle et économique aux procédés de "relations humaines" (human relations).

Le bon fonctionnement des instituts, ainsi que la demande croissante d'informations sociales de la part du gouvernement et du parti national-socialiste, sont les raisons ayant motivé la création de nouvelles chaires depuis la fin des années trente (Berlin, Strasbourg, Posen, Prague et autres). La "sociologie allemande" met en avant ce fait lorsqu'elle exige de devenir, en tant que "science des questions sociales" (sous quelque forme ou désignation que ce

soit) et par nécessité profonde une science fondamentale du national-socialisme"... Cette reconnaissance aurait dû se traduire par la création de facultés de sociologie au sein des universités. Les projets d'Andréas Walther à Hambourg n'ont pas eu de succès, mais Franz Alfred Six et Karl Heinz Pfeffer réussirent - après l'ouverture de la "Faculté des Sciences militaires" à l'Université Technique de Berlin-Charlottenbourg (1937) - à faire accepter la mise en place d'une "Faculté des Sciences de l'Étranger" comme huitième faculté de l'Université de Berlin en 1939. A plusieurs reprises, Pfeffer avait qualifié la science de l'Étranger comme *"l'oeil, avec lequel le peuple en guerre observe son entourage"* ; Aussi n'est-il guère surprenant que la sociologie soit devenue une "science fondamentale" de cette faculté, "l'institut des Sciences de l'Étranger", qui fut déclaré Institut du Reich indépendant en 1942, faisait partie de cette faculté. L'orientation vers la pratique était défendue par Six, qui, en tant que chef du Service 2 au Service principal de la sécurité du Reich (Reichssicherheitshauptamt), était entre autres responsable de la "contre-recherche".

Les Instituts externes à l'Université proposaient une autre facette de la nouvelle image de la sociologie après 1935/36. Moins importantes étaient sans doute les fondations sociologiques, telles que "l'institut pour l'étude de la constitution du peuple allemand" (1940) dirigé par Ludwig Neundörfer, "l'institut de recherche pour la nationalité dans le bassin de la Ruhr" (1935) par Wilhelm Brepohl, "l'institut de recherche pour la nationalité allemande d'outre-mer" (1934), "l'institut de recherches frontalières et étrangères (1935) par K.C. von Loesch ou encore "l'institut pour la recherche ethnologique des Allemands vivant à l'Étranger" (1936).

En revanche, la création des Instituts de recherche sociologiques, qui dépendaient des organisations étatiques et du parti, fut un événement important. Les instituts suivants faisaient par exemple partie du "Front du Travail Allemand" : "l'institut pour la science du travail", "l'institut pour la physiologie du travail et de la défense" au sein

de l'académie des médecins militaires à Berlin, "l'institut des sciences du travail", "l'institut allemand pour la recherche psychologique et la psychothérapie", "l'institut allemand pour la formation traditional-socialiste", "l'institut de l'Empereur Guillaume pour la physiologie du travail", "l'institut de la province rhénane pour la recherche du travail et des professions", etc... La situation était semblable à la "Corporation alimentaire" (Reichsnährstand), au ministère des Affaires Étrangères et au ministère de la Propagande ou encore dans les nombreux instituts qui furent créés à partir des ambitions culturelles rivalisantes de Himmler, Rosenberg et Frank. De plus en plus, les sociologues étaient des spécialistes de leur domaine - de "l'anthropologie, l'ethnologie des races, la recherche sur l'asocialité, la science généalogique, etc..." (A. Walther) - alors que leur rôle, qui les conduisait à vouloir être accepté idéologiquement comme spécialistes polyvalents, s'amenuisait. En 1942, l'organisation "Héritage des ancêtres" de la SS avait mis en place pour Georg Schmidt-Rohr "une association pour la sociologie appliquée aux langues". Celle-ci resta cependant une création sur le papier. D'autres sociologues collaboraient à "l'institut pour l'étude de la question juive" à Francfort-sur-le-Main, fondé en 1941. Karl-Heinz Pfeffer siégeait entre autres au Conseil des Sages de "l'Institut du Reich pour l'Histoire de la Nouvelle Allemagne" de Frank (cet institut avait publié des écrits de Pfeffer, comme par exemple "l'Angleterre. Puissance prédominante du monde bourgeois", qui avait déjà atteint un tirage de 125.000 exemplaires en 1943). Kleo Pleyer faisait également partie de l'institut. Ce dernier dirigea en outre l'équipe de travail "ethnologique" de la "Fédération populaire pour la nationalité allemande à l'étranger", fondée en 1934, et il était Lecteur à la commission de contrôle du parti.

LA PROFESSION

Du fait de cette présence plus forte dans les universités ainsi que de l'augmentation

considérable du nombre de centres de recherches au sein de et à l'extérieur de l'université, un véritable profil de la profession de sociologue se dessina. Le changement qui avait conduit à revendiquer l'engagement politique et la limitation de la sociologie à une technique avaient permis aux représentants de la "sociologie allemande" de s'investir dans un secteur situé entre la science et la politique. La prédominance de l'idéologie national-socialiste et les croisements entre la science et la politique en résultant étaient à l'origine de ce secteur. Que ce soit au sein des services de la propagande, des services de sécurité, dans le domaine de la politique raciale, dans la politique d'occupation des territoires conquis ou encore dans la politique sociale, les sociologues croyaient vraiment pouvoir travailler comme sociologues. Ils faisaient passer des activités extrêmement différentes comme faisant partie de leur rôle professionnel. Ces activités allaient de la collecte de données jusqu'à la rédaction de pamphlets journalistiques et à la gestion des "groupes d'intervention" du Service de Sécurité. Elles devaient être compatibles avec la carrière universitaire et reconnues par la bureaucratie du domaine scientifique et par les professeurs de faculté en sociologie. Le recouvrement de la science et la politique avait pour conséquence que des contributions à la préservation et la sauvegarde "du peuple et de l'idéologie nationale-socialiste" étaient considérés comme des équivalences fonctionnelles de celles de la recherche sociologique. Les carrières politiques de Höhn et Six, qui avaient un pendant scientifique, en sont un exemple. Pourtant l'on s'efforçait de faire croire qu'il s'agissait de trajectoires différentes. Ainsi, la carrière politique de Harmjanz échoua, lorsqu'on prouva que, pour sa thèse, il n'avait pas cité toutes ses sources. Höhn, cependant, garda sa position académique, bien qu'il ait été banni du Service de Sécurité à cause de certaines fautes politiques commises dans le passé. Lors du procès de Nuremberg, Ohlendorf et Six se référèrent à leur rôle de sociologues, lorsqu'ils furent accusés, en tant que chefs de groupe d'intervention, de crime contre l'humanité, de crime de guerre

(dans un sens plus étroit) et de crime organisé. Ohlendorf fut condamné à mort et Six à 20 ans de prison. Du fait de cette logique, il y eut des sociologues qui, en tant que scientifiques, se présentèrent comme témoins à décharge pour Six et Ohlendorf (par exemple Justus Beyer, Karl Heinz Pfeffer).

La mise en oeuvre de la politique culturelle demeurait déterminante pour le rôle professionnel du sociologue - même si elle l'était de moins en moins. Le grand défenseur de la sociologie après 1933, Ernst Krieck, que de nombreux sociologues de son époque (tels que Pfeffer, Pfenning, Walther) avaient accueilli comme un des leurs, était considéré comme un des meilleurs idéologues de la culture national-socialiste. Reinhard Höhn en sa fonction de directeur du Service de politique culturelle du Service de Sécurité (entre 1934 et 1937) ou Heinrich Harmjanz en tant que Conseiller principal au ministère des Sciences du Reich (entre 1937 et 1943) travaillaient à promouvoir la sociologie. Leurs contributions en matière de politique culturelle restaient cependant limitées. Franz Alfred Six et Otto Ohlendorf en tant que directeurs des administrations II (entre autres la recherche sur l'ennemi) et III (entre autres territoires allemands) du Bureau Central de la Sécurité du Reich se considéraient probablement comme des exécutants. Même l'engagement de Six à la Faculté de Sciences Etrangères n'était que la mise en oeuvre d'un ordre donné par la SS. Cet aspect est illustré par les congrès internationaux organisés par les sociologues allemands pendant la guerre, lors desquels on discutait sur des mesures spécifiques à prendre - le plus souvent d'ordre politico-social - pour une "Europe de demain" correspondant aux idées du fascisme. Cet aspect est également reflété dans les propositions, sans doute sérieuses, à propos de l'organisation de l'Europe après sa conquête par l'Allemagne.

Cependant, le rassemblement de données informatives fut un point déterminant pour le rôle de la profession. La sociologie en tant que science de la "naissance du peuple" avait cédé sa place à une science chargée de

"penser la naissance du peuple allemand" (Pfeffer). De par ce changement, l'intuition sociologique du début avait cédé sa place à une notion idéologique préalablement fournie. Pour ce qui est de la sociologie de la population, on explorait les structures raciales, afin de faire passer dans les faits "l'image raciale du peuple allemand dans ses différentes classes". Dans le domaine de la sociologie du travail ainsi que dans l'étude des "domaines d'activité" et des "milieux de vie", on étudiait les obstacles à la constitution des structures corporatives et l'absence parallèle de conscience de la "communauté du devoir". Dans le domaine de la recherche de l'espace vital, on analysait les "questions concrètes de l'emploi de la main-d'oeuvre et de la répartition des charges". L'"enseignement idéologique" avait pour but de former la conscience du peuple conformément aux "nécessités de vie allemande". Toutes ces activités de la "sociologie allemande" servaient à renforcer "la volonté de résistance du peuple allemand vis-à-vis des indésirables, étrangers à la communauté nationale", notamment en détectant leurs cachettes jusque dans les derniers recoins. Jusqu'à présent, on ne sait pas pour quelles personnes cette information fut élaborée, qui donna les ordres et qui se portait garant pour les financements. Ces différents domaines de la recherche s'organisèrent dans la deuxième moitié des années trente ; ils furent centralisés et intégrés dans les institutions supérieures. Même auprès du Délégué du Führer pour la surveillance de la formation et de l'éducation intellectuelle et idéologique du parti national-socialiste (Service Central Sciences), il y avait un "service central de sociologie" (sous la direction de Wilhelm Longert).

SONDAGES D'OPINION ET OBSERVATOIRES SOCIOLOGIQUES

Les activités de la "sociologie allemande" se concrétisaient dans leur contribution à la protection de l'élite politique et de l'idéologie. Au départ, la "sociologie allemande" s'était considérée comme contribution originale à la volonté générale de la

"naissance du peuple", et comme partenaire de "l'Alliance Nationalité et Patrie du Reich", bien qu'elle ait critiqué cette alliance dont certains représentants se rattachaient plutôt à une tendance populo-romantique. Avec le tournant du milieu des années trente, les attentes des sociologues qui désiraient influencer la "naissance du peuple" conformément à leurs propres idées, s'étaient révélées illusoire. Restait alors l'objectif de se considérer comme "arme de la volonté du peuple" ; les attentes se concentrèrent dès lors sur la question de savoir comment "l'orientation du peuple" pouvait être soutenue par le régime national-socialiste. Reinhard Hôhn, depuis 1935 chef du Service central "Territoire-Rapport" au sein du Service de Sécurité, avait sans doute l'intention d'attirer, à l'aide d'un nouveau service "Territoire-Observations", l'attention sur des conflits qui pourraient naître lors de la mise en oeuvre de la politique nationale-socialiste. D'après Ohlendorf, le sondage à la Gallup version nationale-socialiste naquit lorsque Hôhn et lui se rendirent compte que la critique publique n'existait plus en Allemagne. Tous les deux considéraient que la tâche du Service de Sécurité consistait à rassembler des opinions de tous les territoires, de les interpréter et surtout de faire comprendre les inconvénients et les évolutions négatives aux Services de direction du parti et de l'Etat. Toutes les caractéristiques de la sociologismographe des changements au sein de la société, médiateur entre le public impuissant et les autorités détenant le pouvoir décisionnel, et finalement science, connaissant "le bon chemin du changement social" allaient à la rencontre du rôle souhaité par les sociologues. Ainsi, la revendication de Pfenning de mettre en place des "observatoires sociologiques" correspondait à cette perspective. Mais le lien avec le régime national-socialiste montra rapidement les limites de cet essai. Car ce n'était plus aux sociologues de formuler le but pour lequel la sociologie devait être utilisée. Dans une dissertation de 1937, Freyer écrit : *"La tâche de la sociologie est d'assister le dirigeant dans tout ce qui est nouveau et de rendre la conduite de l'Etat possible"*. Les "observatoires sociologiques" devenaient

partie intégrante du système d'espionnage du Service de Sécurité. Or, Hôhn et Ohlendorf ne voyaient pas seulement dans les réactions de la population un risque pour "l'Etat national du Führer", mais ils croyaient également avoir découvert, au sein du parti, "un ensemble de trahison et de mensonge" vis-à-vis du Führer et de la "communauté nationale". Cette logique correspond à l'argumentation courante de tout service de sécurité. Le conflit était donc prévisible : toutes les tentatives d'observation de larges domaines du parti ou de ses organisations se heurtaient à une vive résistance. Même si les "rapports du Reich" publiés par Ohlendorf deux à trois fois par semaine dévoilaient de nombreux abus, l'observation des organisations, le recueil de données sur les personnalités du parti, sur le parti lui-même et ses membres en général furent interdits. L'interdiction officielle des "Rapports du Reich" mit fin à cette affaire en 1944.

La problématique de "Territoire-Rapport" ne reflète pas uniquement la distance croissante entre l'élite politique et le parti, elle retrace également le changement au sein de la "sociologie allemande" pendant le Troisième Reich. Hôhn et plus particulièrement Ohlendorf étaient concernés par ces évolutions, et tous les deux doivent être cités, afin que l'engagement et l'insoumission des enquêteurs soient compréhensibles. Hôhn et Ohlendorf croyaient pouvoir mener, à l'aide des sondages d'opinion, une recherche moderne et une analyse qui constitueraient une intervention dans les événements politico-sociaux. Cette attente était fondée sur l'hypothèse que les données saisies permettraient de faire état de la situation sociale réelle. Aussi les enquêteurs se firent vite des ennemis sur le plan politique. Ils ne voulaient pas admettre que les "Rapports du Reich" n'avaient pu exister jusque peu avant la fin de la guerre, que parce qu'ils avaient fourni des informations aux groupements politiques les aidant dans leurs luttes d'influence et qu'ensuite, ils avaient mis à la disposition des dirigeants du régime des informations utiles dans sa logique de méfiance vis-à-vis de son entourage, y compris vis-à-vis du parti. C'est uniquement pour cette raison

que Heydrich, chef du Service de Sécurité, put interpréter l'ordre donné par Himmler, chef de la SS, selon lequel le "travail sur les territoires" devait uniquement être effectué dans le cadre du service d'information sur l'ennemi : selon Heydrich, la tâche du Service "Territoire-Rapport" serait celle de rapporter comment l'idéologie national-socialiste réussissait à s'imposer dans les différentes régions, s'il y avait de la résistance, et le cas échéant, qui s'y opposait. Ceci permettait aux enquêteurs de désigner l'ennemi à l'intérieur du système. Les sondages des différents territoires furent pourtant de plus en plus souvent réalisés dans les régions occupées : car, officiellement, l'ennemi ne pouvait pas être trouvé dans l'environnement social, et ceci avant tout parce que l'ennemi de la "naissance du peuple" ne pouvait pas ne pas être identique à celui du régime national-socialiste, qui se trouvait être depuis le début de la guerre un ennemi militaire. Au conflit politique des enquêteurs vint s'ajouter un conflit scientifique, en ce sens que l'objectivité et la pertinence des données furent qualifiées d'insignifiantes par rapport à l'effet "défaitiste" potentiel qu'elles pouvaient avoir sur la direction du parti. La demande de regrouper les "Rapports du Reich" et les rapports des Services de la propagande du Reich se heurtait à la résistance d'Ohlendorf. Ce dernier, que Himmler avait qualifié de "gardien du national-socialisme", entra en conflit avec les pragmatistes cyniques au pouvoir. En outre, il justifiait sa position en se référant aux "Rapports du Reich". Pendant le procès de Nuremberg, il mit ces rapports de nouveau en avant comme étant des produits sociologiques par opposition à toute forme de propagande.

Ohlendorf favorisa l'instrumentalisation de la sociologie dans la deuxième moitié des années trente, en insistant sur le caractère scientifique des données, et ceci afin de pouvoir avoir recours à ces données en sa qualité de technicien dans le domaine sociologique. Le fait qu'un statisticien ait été nommé au poste de contrôleur de l'organisation de Himmler constitue une preuve de l'influence qu'avait Ohlendorf au sein de la SS. Mais ce n'était pas la

croissance à l'indépendance de la statistique qui lui fut reprochée, en réalité, au-delà de la peur de l'élite d'être elle-même espionnée, il s'agissait plus fondamentalement de l'ampleur et de l'étendue des enquêtes et de l'interprétation des données. Aux yeux du régime, Ohlendorf ne contribuait pas à la protection du "Führertum" et de l'idéologie national-socialiste en agissant de sa propre autorité ; au contraire, il savait la confiance du régime en lui-même. Au lieu de contribuer au processus de prise de décision, les données de Ohlendorf augmentaient sa complexité - alors qu'Ohlendorf lui-même interprétait cette indécision comme un manque de clairvoyance.

L'étude d'opinion menée au sein du Service de Sécurité croyait encore pouvoir être une science pratique. Elle croyait pouvoir influencer les événements politiques directement par une analyse scientifique. Mais plus le système avait besoin des données provenant des enquêtes scientifiques ainsi que de la connaissance des processus sociaux, plus la sociologie devenait une science appliquée. La mise en oeuvre "scientifique" des sondages dans le cadre de la propagande en est un exemple. Dans la sociologie pratique, l'engagement politique était une composante immanente, or, dans la sociologie appliquée, l'action scientifique se séparait de nouveau de l'engagement politique. Sous prétexte de problèmes sociaux et politiques, la "sociologie allemande" devenait une technique sociologique. Lorsque la guerre commença, les problèmes concrets qui jusque-là avaient été résolus de manière plus spéculative, augmentèrent, du moins en ce qui concerne leur interprétation idéologique. A partir de ce moment, c'est surtout le Service central pour la race et l'occupation des territoires avec ses domaines (occupation des territoires, race et formation) qui s'adressa à de nombreux Instituts sociologiques. Or, le Service central pour la Sécurité du Reich, dont les tâches avaient été transformées à cause de la guerre, avait besoin de sociologues : des analyses sociologiques (sur les territoires attaqués, l'accent mis sur les structures sociales et "raciales", l'habitat, les organisations

étatiques, les partis, l'intelligentsia, etc...) devaient au préalable fournir des informations, mais furent ensuite également considérés dans les projets des groupes d'action du Service de Sécurité. La diversité des travaux sociologiques rendait la légitimation de la sociologie, telle que Pfeffer l'avait mise en avant à de nombreuses reprises, presque compréhensible : il avait dit que la sociologie se "justifierait" uniquement par sa contribution réelle. Aussi en dehors de l'enseignement académique, une formation pratique dans le domaine de la science de l'étranger fut mise en place. En outre, il faut noter qu'en 1940/41, la sociologie découvrit à nouveau la sociologie administrative et la formation des fonctionnaires, en combinant les efforts sociologiques de compréhension "de l'élite", du leadership et de l'anthropologie sociale. Les besoins accrus en personnel ne pouvaient pas uniquement être comblés en faisant appel aux sociologues. Cela contribua certes à accélérer la carrière des sociologues, mais en même temps, la sociologie constitua pour les représentants d'autres disciplines un terrain sur lequel il était facile de faire ses preuves - pourvu qu'on ait "la conscience qu'il fallait". Ainsi, se constitua une diversité de formations au détriment de toute forme de systématique sociologique. Pfeffer avait en partie raison, quand il disait que dans la deuxième phase, à cause des nombreux travaux individuels de la "sociologie allemande", le temps manquait pour l'élaboration d'un système sociologique. Ce manque devenait visible avec l'élargissement du domaine de la sociologie, et les sociologues en étaient de plus en plus conscients. Ce n'est pas un hasard, si un des derniers travaux de la "sociologie allemande" s'intitule : "Sociologie : Etat actuel, nature et tâches". Ici, Andreas Walther accepte une fois de plus de manière explicite l'orientation pratique différenciée ; il cite "quelques domaines de recherche" : "la grande ville, la vie à la campagne, le conditionnement ethnologique, politique, racial (quelque chose de très différent de la sociologie raciale), l'organisation corporative, l'orientation intellectuelle du peuple". Cependant, en vue de la future évolution de la "sociologie allemande" (dont il ne doute pas), il donne

le conseil suivant : *"Une fonction d'importance générale de la sociologie pendant les décennies à venir sera de donner aux recherches spécialisées tout d'abord un point d'appui, ainsi que des points de vue plus larges. Quelques-uns de ces secteurs pourraient devenir des matières spécialisées, d'autres pourront rester ensemble en tant que groupe d'échange qui se répartit le travail, tel que nous le connaissons, avec le droit et l'économie. Or, il est très important qu'il y ait au centre de l'ensemble une sociologie "synthétique", puisque les sciences appliquées risquent, plus que toute autre science, de devenir trop techniques, lorsqu'elles travaillent de manière trop isolée. Par conséquent, elles ne constitueraient plus une partie vivante de l'Universitas liter arum (sic !) où a lieu l'échange"*.

CONCLUSION

La sociologie a, sans aucun doute et quoi qu'on en ait dit, bien existé sous le fascisme en Allemagne : en 1944/45, il y avait plus de chaires de sociologie qu'en 1932/33 ; le nombre des instituts au sein et à l'extérieur de l'université augmenta rapidement ; pour la première fois, un domaine professionnel se profila. La sociologie ne fut rejetée dans son ensemble ni par le parti national-socialiste, ni au nom de l'idéologie fasciste. On peut démontrer que le régime eut de plus en plus souvent recours à la méthode sociologique et les sociologues qui, en 1933, étaient restés en Allemagne, s'efforcèrent de donner un profil spécifique à leur science. Le terme de "sociologie allemande" en est le résultat.

Pourtant, on ne peut considérer le terme de "sociologie allemande" comme étant immédiatement l'équivalent technique de "sociologie fasciste". En effet, ce terme fut d'abord employé pour désigner une analyse "moderne" selon la tradition socio-philosophique allemande. Dans Ce contexte, l'oeuvre de Hans Freyer fut considérée comme un point de repère scientifique. Cette approche, complétée par la position de Othmar Spann, constitua le cadre de référence pour les sociologues restés en Allemagne après 1933. Mais ceux ci approuvaient la prise de pouvoir des na-

tional-socialistes ; pour eux, elle signifiait une avancée qualitative dans le changement politico-social. Aussi, à partir de 1933, le terme de "sociologie-allemande" désigna-t-il la sociologie en Allemagne qui, dans son ensemble, était favorable à l'idée du fascisme.

Or, ni la conversion de la "sociologie allemande" au régime national-socialiste, ni l'expulsion de certains sociologues, qui critiquaient la "sociologie allemande" aussi bien sur le plan politique que scientifique, n'eut pour résultat que la "sociologie allemande" - la seule forme de sociologie existante en Allemagne - se transformât en une forme de systématique. On peut certes distinguer l'aspect d'une théorie globale - avec la déduction, la taxonomie et la téléologie, cependant, il n'y eut pas d'ensemble théorique et global, et ce manque s'aggrava au fil des années. Car, la discussion théorique vacillait de plus en plus, et la science empirique prenait le relais. A partir de ce moment, deux phases dans l'évolution de la "sociologie allemande" peuvent être mises en avant : en se référant à Freyer, on peut les décrire comme phase de la "sociologie pratique" et phase de la "sociologie appliquée". Entre 1933 et 1935/36, la sociologie croyait, en tant que force indépendante, pouvoir influencer la "naissance du peuple", et ceci au moyen du "constat empirique" des faits réels" (Freyer). Après 1936, la sociologie devint une "arme" pour le régime et l'idéologie fasciste. La sociologie se réalisa à travers l'observation de l'ennemi et le développement de procédés pour le maintien de l'ordre social. Selon Freyer, la diversité de la recherche empirique "ne laissait plus de temps" pour la théorie.

En tant que science engagée, la "sociologie allemande" essaya d'attribuer une valeur illimitée à une partie de la tradition de la sociologie en Allemagne. En l'espace de ces quelques années, elle ne réussit pourtant pas à atteindre son grand objectif, à savoir l'élaboration d'une systématique de la sociologie. Mais elle contribua dans une mesure considérable à l'institutionnalisation et à la professionnalisation de la sociologie en Allemagne. Cette "sociologie allemande"

a été négligée dans les travaux d'histoire de la sociologie - Parce que l'année 1933 est considérée comme une césure, et que 1945 est également considérée comme une césure, il n'est pas possible de poser la question de la contribution de cette "sociologie allemande" à l'institutionnalisation et à la professionnalisation. Jusqu'à présent, cette sociologie a toujours été classée dans une niche. Les études sur la "sociologie allemande" sont encore qualifiées d'"exotiques" ; pourtant elles sont nécessaires pour comprendre la place de la sociologie moderne en Allemagne.

Il est particulièrement intéressant d'observer l'attitude des sociologues vis-à-vis de l'histoire de leur discipline. 1933 est synonyme de déviation par rapport à l'évolution normale. Aussi jusqu'à présent faut-il dévoiler le caractère fasciste qui se trouvait de manière latente dans la sociologie germanophone. Mais ce point de vue ne part-il pas du préjugé que la sociologie serait invulnérable au fascisme ? Ne faut-il pas se demander plutôt si la "sociologie allemande" n'a pas été une réponse de la sociologie aux changements sociaux rapides et fondamentaux, qui commencèrent soudain à partir de 1933 ? Tout comme dans l'analyse des révolutions, il incombe à la recherche sociologique d'articuler ce qui est nouveau à ce qui est issu de la tradition. Il en est de 1933 comme de 1945. Car, d'un point de vue sociologique, l'idée d'un "trait final" est inconcevable. Or, c'est cette conception qui prévaut dans l'histoire de la sociologie en Allemagne. Tout naturellement, on proclame que la sociologie actuelle est "nouvelle", puisque la connaissance des éléments contextuels fait défaut, alors que cette connaissance pourrait démasquer le "nouveau" comme étant tout simplement une survivance. Cette démarche historique peut concerner des positions centrales de la sociologie actuelle en Allemagne, en particulier l'argument de "l'américanisation". L'orientation prédominante de la sociologie "renouvelée" après 1945 se porta avant tout vers des questions pratiques, et ceci à l'aide des enquêtes empiriques ; cette orientation est

considérée comme dépendante de la "réception" de la sociologie américaine. En réalité, si cette réception a pu être mise en oeuvre sans susciter le moindre conflit et sans alternative, n'est-ce pas dû au fait que la "sociologie allemande" était, déjà avant 1945, une sociologie pratique et empirique ? Cette interprétation gagne en importance lorsqu'on sait que ce furent avant tout les sociologues orientés vers la pratique qui surmontèrent la transition apparemment sans difficulté ; de nombreux sociologues restèrent dans leur domaine de spécialité, quelques-uns continuèrent à travailler dans le même institut qu'auparavant, d'autres encore purent même garder leur poste de direction.

La confrontation, aux fins de bilan, avec la sociologie sous le national-socialisme n'a pas encore eu lieu. Elle doit absolument être entreprise, à condition cependant que cet examen ne soit pas réduit à une simple confrontation de théories. Cette étude exhaustive comblerait une des dernières lacunes dans la connaissance de la sociologie et de sa propre histoire récente. Une nouvelle direction s'ouvrirait dans la sociologie de la sociologie, qui ne serait pas sans effets correctifs dans la discussion sur les "début" de la sociologie en Allemagne après 1945.